

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION DES SERVICES DE L'ÉTAT

POLE DU PILOTAGE DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE

SECTION PREVENTION DES RISQUES INDUSTRIELS

Affaire suivie par : Martine ANGRAND

Téléphone : 01.64.71.77.22

martine.angrand@seine-et-marne.gouv.fr

COMMISSION DE SUIVI DE SITE (CSS) de SÉNART

Relative aux sociétés AIR Liquide France INDUSTRIE, KUEHNE NAGEL et
XPO LOGISTICS (ex NORBERT DENTRESSANGLE)

Compte-rendu de la réunion du 16 juin 2016

La CSS de Sénart s'est tenue le jeudi 16 juin 2016 à 09h30 dans les locaux de la Cité Administrative de Melun, sous la présidence de M. Alain ALCARAZ, Directeur de la Coordination des Services de l'Etat de la Préfecture.

Membres présents : (fiche jointe à ce compte-rendu)

Nota : les diaporamas des bilans d'activités de l'année 2015 des sites des sociétés AIR Liquide France INDUSTRIE, KUEHNE NAGEL et XPO LOGISTICS (ex NORBERT DENTRESSANGLE), l'invitation des membres et l'ordre du jour ont été mis en ligne et téléchargeables sur le site Internet des Services de l'Etat. **Le lien a été transmis directement aux membres par courriel préalablement à la réunion.**

En propos liminaire, M. DUPONT fait remarquer que les conditions d'échanges de cette réunion annuelle ne sont pas optimales au regard du nombre important de membres présents.

M. ALCARAZ assure qu'il sera fait en sorte que cette réunion se déroule dans les meilleures conditions possibles et propose d'aborder les points inscrits à l'ordre du jour.

I- PRESENTATION DU BILAN D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2015 DU SITE DE LA SOCIÉTÉ AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

(Présentation faite par M. Sami DICK : diaporama joint)

M. DICK, Responsable Sécurité, Industrie et qualité de l'établissement, énonce le plan de sa présentation à savoir :

- le contexte et les évolutions sur le site en 2015,
- un bref aperçu de l'ensemble des entités opérationnelles du groupe et de la chaîne intégrée des installations du site,
- le bilan du Système de Gestion de la Sécurité (SGS),
- la programmation des actions pluri-annuelles de réduction des risques,
- les décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet.

1 - Concernant la sécurité du site, M. DICK indique à M. DUPONT qui souhaite des précisions sur les délais du calendrier d'instruction de l'étude de dangers du site, qu'un dossier relatif à la révision de cette étude a été déposé en préfecture début 2015. Il précise qu'à la suite d'une demande de compléments, la version complétée, transmise en avril 2016, est actuellement en cours d'examen par l'UT DRIEE.

M. DUPONT s'interroge sur l'éventuelle association des communes à l'audit de sécurité réalisé sur site et demande des précisions sur son contenu, dans le respect des limites de confidentialité.

M. LEROUGE indique que cet audit n'a pas mis en évidence de non-conformités notables. Les seules non-conformités constatées ont intégralement été levées. Il précise que ni les maires ni la police municipale n'y ont été conviés, seule la police nationale y a participé.

M. DICK rappelle la notion de « secret sécurité » à M. DUPONT qui considère que les communes devraient être au minimum informées de ces mesures.

Pour répondre à M. DUPONT sur les organismes associés à l'exercice du Plan Particulier d'Intervention (PPI), M. LEROY confirme que les communes concernées sont systématiquement associées à chacun des exercices de ce type. La commune de Moissy-Cramayel était représentée au niveau du Poste de Commandement Opérationnel (PCO) du dernier exercice. Les astreintes « Cadre » et « Elu » de la commune de Savigny-Le Temple étaient également présentes.

Dans le cadre de ces exercices, M. LEROY indique que les messages de prévention sont préparés et rédigés, pour la population, par le service communication de la préfecture, comme en situation réelle, y compris les messages radio qui ne sont pas diffusés.

M. DUPONT rappelle que le périmètre du PPI s'étend sur un rayon de plus d'un kilomètre comprenant plus d'un millier d'habitants et de salariés. Il estime qu'une information devrait leur être communiquée lors de ces essais virtuels.

M. LEROY indique que les exercices « cadre » sans déclenchement de sirène permettent le dimensionnement d'événements importants. Il considère que la plus value du confinement de la population serait relativement limitée.

M. DUPONT estime que la consigne de confinement n'est pas suffisamment expliquée à la population et de ce fait des accidents pourraient être générés en situation réelle.

M. LEROY fait remarquer la difficulté de justifier une interdiction de déplacements pendant un exercice, du fait qu'il n'y a pas de réelle urgence, y compris sur un exercice de terrain. Il rappelle tout de même que dans la réalité, les services de police empêcheraient l'accès au site et la circulation dans le périmètre PPI.

M. DUPONT insiste sur sa demande d'élargissement de l'information à la population riveraine et salariée du site par les autorités (municipales, préfectorales...). La culture du risque ne lui semble pas suffisamment développée dans ce type de situation. Les bons réflexes n'étant pas acquis, des dysfonctionnements pourraient intervenir.

M. DICK répond à M. DUPONT concernant les points d'améliorations relevés lors du dernier exercice, que la problématique du point de rassemblement du personnel et de son évacuation est en cours de réflexion sachant qu'en situation réelle, toutes les voies d'accès autour du site seraient coupées.

M. LEROY complète en précisant qu'en termes d'améliorations lors du dernier exercice, il a été relevé une incompatibilité des capacités téléphoniques du PCO du commissariat de Moissy-Cramayel avec l'organisation multiservices. Cette problématique est déjà en voie de résolution par la modification de leurs cartes téléphoniques.

L'utilisation des téléphones portables a été évoquée et sera testée lors du prochain essai pour augmenter la capacité de téléphonie du PCO commissariat, sans dégrader son fonctionnement normal. Il rappelle qu'en situation réelle, toutes les lignes du commissariat seraient réquisitionnées.

M. BELHOMME propose, dans le but d'alléger les débats, que les membres du bureau de cette commission puissent se réunir avant la séance pour préparer la CSS afin d'éviter de revenir chaque année sur les mêmes sujets.

M. ALCARAZ retient cette proposition d'autant que les membres du bureau sont déjà consultés avant chaque commission pour l'établissement de son ordre du jour et notamment la liste des questions diverses.

2 - S'agissant de la formation interne, M. HEITZ souhaite des précisions sur la procédure de consignation évoquée dans la présentation.

M. DICK précise que la procédure de consignation / déconsignation concerne directement le personnel intervenant sur les équipements et consiste à s'assurer à tous moments de la sécurité de ces personnes (personnel AIR LIQUIDE et sous-traitant). Cette procédure impose des cadenas pour éviter des interventions concomitantes.

3 - Sur la maîtrise des procédés d'exploitation, M. DICK donne à M. HEITZ la définition du terme « revamping » qui consiste à revoir la conception d'un équipement en fonction pour en accroître la production, les performances économiques et environnementales et la fiabilité, accompagnée de la modernisation des technologies. Il précise que le remplacement des relais de protection des cellules sera réalisé courant 2016 sur l'installation électrique. D'autres investissements sont envisagés sur deux années pour rénover complètement cette installation.

4 - Concernant la gestion du retour d'expérience des incidents survenus en 2015 sur le site, M. HEITZ souhaite des précisions sur les conséquences de la fuite d'eau méthanolée du circuit de refroidissement de Moissy 1 dans le réseau d'eaux pluviales.

M. DICK rappelle l'origine de la fuite, à savoir le perçage d'un tuyau d'un échangeur véhiculant du gaz sur une partie et de l'eau sur une autre. Cette eau est méthanolée par dilution à 30% pour éviter le gel. Il souligne que l'intervention pour stopper le circuit a été immédiate dès la détection. Aussi, un volume d'eau très faible (2m³) a été déversé dans le réseau d'eaux pluviales n'entraînant aucune conséquence environnementale. Il précise que le moindre incident sur le site fait l'objet d'un retour d'expérience.

II- PRESENTATION DU BILAN D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2015 DU SITE DE LA SOCIÉTÉ KUEHNE NAGEL

(Présentation faite par Mme COLAS : diaporama joint)

Mme COLAS, Responsable QSHE, énonce le plan de sa présentation à savoir :

- les caractéristiques du site de Savigny-Le-Temple,
- un rappel des faits marquants sur l'année 2015,
- le bilan des principaux investissements initiés pour la prévention des risques en 2015,
- la politique de prévention des Accidents Majeurs,
- le bilan du Système de Gestion de la Sécurité (SGS),
- les perspectives 2016 et les axes d'amélioration.

1 - Concernant l'organisation du système de gestion de la sécurité, M. DUPONT a retenu que l'audit de sécurité réalisé sur le site de Savigny-Le-Temple, n'avait pas révélé de dysfonctionnement notable. Il fait toutefois remarquer que des individus ont dernièrement réussi à s'introduire à l'intérieur des locaux d'un site KUEHNE NAGEL voisin (Lieuxaint). Il s'interroge sur le niveau de sécurité des Etablissements KUEHNE NAGEL au regard de cet évènement.

Pour répondre à M. DUPONT sur la réduction du périmètre du Plan Particulier d'Intervention (PPI), M. LEROY indique que le périmètre PPI défini à l'origine était de 210m, représentant la zone de dangers à partir de la paroi la plus extérieure du site.

Il explique que pour des raisons de simplification et de clarté pour la population, le choix du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC) s'est orienté sur l'établissement d'un cercle de 450m défini par les points les plus éloignés.

M. THOMAS ajoute que le périmètre PPI de 450m étant surévalué, il convient de le ramener à son calcul réel, soit 210m en forme patatoïde.

Cette refonte fera l'objet d'une consultation du public en mairie (pendant 2 mois) conformément à la réglementation en vigueur. Une fois le PPI révisé, des plaquettes actualisées seront transmises aux communes pour l'information des administrés concernés.

2 - S'agissant de l'instruction de l'étude de dangers, M. THOMAS confirme à M. DUPONT que le dossier, déposé en février 2014, a fait l'objet de nombreux échanges avec l'exploitant et des demandes de compléments ; son instruction est toujours en cours.

M. DUPONT fait remarquer que le scénario PhD4 portant sur le déversement de produits dangereux dans l'environnement aquatique n'a pas été retenu dans la nouvelle étude de dangers. Il n'est pas convaincu de la pertinence de ce fait au regard du classement de ce site, depuis 2011, pour le risque aquatique au titre du bénéfice des droits acquis concernant les produits chlorés. Il considère que malgré les compléments fournis, l'impact n'est pas étudié dans le dossier de révision de l'étude de dangers.

M. THOMAS rappelle les éléments de réponse apportés lors de la dernière CSS sur ce sujet, à savoir que dans la demande de complément effectuée par la DRIEE suite à l'instruction du dossier initial de l'étude de dangers, les compléments à apporter concernant l'étude de certaines parties du scénario PhD4 portaient notamment sur la cinétique de fermeture des vannes. En effet, le scénario ne devrait être étudié dans l'analyse détaillée des risques que dans le cas où les compléments demandés ne seraient pas fournis ou se révéleraient insuffisants.

Pour répondre à M. DUPONT sur la suffisance des capacités de rétention dans le cas d'un incendie sur deux cellules, M. DIGELMANN confirme avoir répondu à toutes les demandes de la DRIEE relatives au débit de rétention d'eau concernant les différents scénarios. Il précise que les trois versions de cette étude de dangers, rédigées avec l'appui de cabinets spécialisés, justifient l'exhaustivité de son analyse. La dernière version du mois de mai dernier prend en compte les différents scénarios évoqués au cours des nombreux échanges avec les services de la DRIEE, y compris celui qui aborde la rétention sur cours qui permet de contenir les eaux d'incendie. Il informe également qu'une convention est passée avec des récupérateurs pour un traitement de ces eaux après pompage. Il souligne que le calcul des capacités des eaux de rétention a été travaillé avec les services du SDIS sur la base du document « D9A » dans le cadre de scénarios majorants. Il conclut en indiquant que l'essentiel à retenir est, à son sens, que les majorations prises, dans l'approche de ces scénarios, permettent d'assurer la sécurité de la population.

III-PRESENTATION DU BILAN D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2015 DU SITE DE LA SOCIÉTÉ XPO LOGISTICS (repreneur du groupe ND)

(Présentation faite par M. DANTEC : diaporamas joints)

M. DANTEC, Directeur du site, énonce le plan de sa présentation à savoir :

- La position économique du groupe XPO LOGISTICS et les caractéristiques du site de Savigny-Le-Temple,
- la politique sûreté et sécurité du site,
- le bilan des actions pluriannuelles programmées sur 2015,
- les actions programmées en 2016,
- le Système de Gestion de la Sécurité (SGS),
- les évolutions du site au titre du classement « Seveso ».

1 - Sur les rapports d'incidents constatés par l'inspection des installations classées, M. DUPONT souhaite connaître les raisons du délai de réponse important (4 ans) à certaines non-conformités signalées dans un rapport DRIEE datant de 2012.

M. THOMAS explique que le premier rapport a bien été transmis en 2012 à la suite de l'incident. Les constats faits au fur et à mesure des inspections suivantes ayant démontré une incohérence entre la réalité des événements et le suivi des incidents affichés par l'exploitant, le rapport de 2012 lui a été renvoyé dernièrement afin d'établir des conclusions définitives.

M. DANTEC confirme que le registre d'incidents (document référencé Groupe) a effectivement été demandé plus récemment.

2 - Concernant l'agrandissement de l'activité de conditionnement (copaking), M. DUPONT s'interroge sur la nécessité d'une mise en demeure sur le dérackage alors qu'il s'agit d'encadrer une simple réorganisation interne.

M. THOMAS indique que l'inspection des installations classées considère cette réorganisation comme une modification notable des éléments du dossier initial de demande d'autorisation qui nécessite le seul dépôt d'un porter à connaissance, objet de la mise en demeure. Il rappelle qu'à la différence, une modification substantielle impose le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

M. DUPONT formule au nom de l'ADIR, une demande de communication systématique des mises en demeure et des rapports intermédiaires aux membres du bureau de cette CSS, afin qu'ils puissent juger de la nécessité de se réunir au regard de l'importance des sujets. Il regrette de ne prendre connaissance de ces actes administratifs qu'en séance annuelle.

M. ALCARAZ prend note de cette demande uniquement pour les mises en demeure qui ne sont pas publiées sur le site internet de la Préfecture. Il précise qu'une copie de tous les actes administratifs est transmise aux Maires des communes concernées pour un affichage réglementaire.

3 - S'agissant du déclassement du site en SEVESO Seuil Bas, M. DUPONT demande des précisions sur le rapport entre les anciens et les nouveaux tonnages d'aérosols, soumis à la rubrique 4320 de la nomenclature des ICPE, concernés par cette évolution.

M. DANTEC indique que le calcul s'appuyait uniquement sur la partie gaz de l'aérosol alors que désormais tout le contenu de l'aérosol (propulsé en gaz) est pris en compte. Il confirme que le tableau récapitulatif des nouvelles rubriques concernées par les activités du site (page 20 de la présentation) avec les tonnages correspondant au stockage réel a été transmis à la DRIEE.

M. THOMAS valide les propos de M. DANTEC et précise que le seuil SEVESO Seuil Haut pour la rubrique 4320 de la nomenclature des ICPE est désormais de 500t.

4 - Concernant les récentes inondations, M. HEITZ interroge les exploitants sur l'impact de ces intempéries en matière de fonctionnement et de sécurité sur chacun des trois sites.

M. DANTEC indique que le niveau du lac avoisinant a effectivement considérablement monté sans atteindre le seuil de la chaussée. Le site de la société XPO Logistics n'a donc pas été inondé et n'a subi aucune perturbation fonctionnelle.

M. DIGELMANN souligne seulement un impact opérationnel sur le site de la société KUEHNE NAGEL, compte tenu des difficultés rencontrées par les prestataires (inondations et circulation difficile aux abords de Nemours).

M. DICK confirme les mêmes difficultés de fonctionnement pour le site de la société AIR LIQUIDE qui n'a pas été inondé.

IV- QUESTIONS DIVERSES

1 - Sur le classement SEVESO de trois entrepôts exploités par la société Prologis France à Moissy-Cramayel, M. LEROUGE rappelle les éléments suivants :

- le site anciennement exploité par la société PSA a été racheté par une filiale du groupe PROLOGIS France qui en devient l'exploitant,
- PROLOGIS France y projette l'implantation de 4 bâtiments à usage d'entrepôts pouvant être classés "Seveso seuil bas",
- le premier dossier déposé en 2012 a fait l'objet d'un retrait de la part de PROLOGIS France afin de lui permettre de répondre à la demande de complément de l'UT DRIEE. Un dossier complet a été déposé en 2014, **Bâtiment DC2A**, jugé recevable dans un rapport DRIEE du 12 février 2015.

A la suite du rapport du commissaire enquêteur déposé en préfecture le 11 juin 2015 après une enquête publique réalisée du 30 mars au 7 mai 2015, **l'arrêté d'autorisation a été délivré le 29 septembre 2015,**

- **les trois autres dossiers** déposés ont fait l'objet d'un **dessaisissement de l'administration** faute de transmission des compléments demandés par l'UT DRIEE (pour deux d'entre eux) et d'un **retrait de la société Prologis France** pour le troisième.
- Un nouveau dossier, **bâtiment DC2B** (extension du DC2A) a été déposé le 1^{er} décembre 2015, complété le 5 février 2016. Le rapport de recevabilité et l'avis de l'autorité environnementale du 24 mars 2016 a permis de programmer l'enquête publique PC (du 25 avril au 26 mai 2016) et ICPE (du 25 avril au 28 mai 2016).

Post séance, le rapport du commissaire enquêteur a été reçu en préfecture le 1^{er} juillet 2016 et le projet d'arrêté d'autorisation a été examiné au CODERST du 8 septembre 2016. **Le PC N°077 296 15 00013 a été délivré par arrêté municipal du 12 juillet 2016.**

M. DUPONT s'interroge plus particulièrement sur la nature du classement SEVESO envisagée pour l'extension du bâtiment DC2A, déjà autorisé en classement SEVESO Seuil Bas.

M. LEROUGE confirme qu'à ce jour une seule autorisation SEVESO Seuil Bas a été délivrée sur le site Prologis France en projet. L'examen de la demande d'extension, à ce stade de l'instruction, pourrait conduire à un classement identique. Il précise que les autres projets sont suffisamment éloignés pour considérer qu'ils sont totalement indépendants sans aucun effet entre eux.

M. DUPONT revient sur la notion de « totale indépendance » et estime difficilement concevable que ces bâtiments le soient techniquement en matière d'alimentation, de flux ou bien de système de sécurité. Il souligne que la société ACTION, cliente de la société PROLOGIS France pour le bâtiment en projet d'extension, va elle-même sous-traiter l'exploitation à l'opérateur ID Logistics. Au regard de ces trois niveaux de responsabilité, il s'interroge sur le respect de la réglementation relative au classement SEVESO des entrepôts du site, indépendamment des inspections de la DRIEE.

M. LEROUGE rappelle que le concept des « entrepôts en blanc » n'est pas nouveau. Il précise que PROLOGIS France a souhaité rester l'exploitant et assurer la responsabilité vis-à-vis de l'Etat du bon suivi et du respect de la réglementation. Il souligne que l'intérêt de l'exploitant est bien de faire en sorte que son locataire respecte la réglementation de manière exhaustive en formalisant un contrat d'engagement, sous seing privé. En tout état de cause, PROLOGIS France reste responsable des autorisations qui lui sont délivrées.

2 – S'agissant du nouveau système d'alerte des populations riveraines des sites SEVESO,

M. LEROY apporte les éléments d'information réglementaire suivants :

- Ce nouveau dispositif consiste à doter les autorités d'un "réseau d'alerte performant et résistant" en remplacement de **l'ancien Réseau National d'Alerte (RNA)** de 3900 sirènes, prévu surtout pour une attaque aérienne,
- Ce nouveau **Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP)** repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population),
- Son ambition est de **prévenir dans l'urgence les populations de la survenance d'un danger majeur** (catastrophe naturelle, accident technologique...) et de lui indiquer **le comportement de sauvegarde** qu'elles doivent adopter,
- **Le SAIP mobilisera plusieurs moyens d'alerte mis en réseau pour assurer une mobilisation maximale des populations**, ces moyens pouvant être activés concomitamment :
 - L'utilisation des **sirènes**, en exploitant les sirènes existantes (quel que soit leur propriétaire) et en installant de nouvelles où cela est nécessaire ; les sirènes seront mises en réseau et disponibles pour les autorités (maires, préfets, ministres) via un logiciel de déclenchement à distance,
 - la diffusion de **messages sur téléphonie mobile** diffusés selon une logique géographique, sans devoir recourir à un annuaire,
 - un élargissement de l'alerte à **l'éventail des moyens d'alerte disponibles localement** : panneaux d'information communaux et autoroutiers, technologies associées à la radio (message diffusé automatiquement sur le modèle du trafic info), automates d'appel ou journaux électroniques,

- Les moyens d'alerte seront déclenchés sur instruction du maire ou du préfet, directeur des opérations de secours, voire du ministre de l'intérieur ou du ministre de la défense, pour répondre aux fonctions suivantes :
 - la **fonction d'alerte** de la population d'un danger imminent ou immédiat pour qu'elle adopte un comportement réflexe de protection (par exemple la mise à l'abri et l'écoute de la radio ou de la télévision lorsqu'une sirène sonne),
 - la **fonction d'information** de cette population sur les consignes de sécurité à suivre tout au long d'une crise et sur son évolution (la prise en compte de cette fonction dans un système techniquement intégré constitue une nouveauté).

M. LEROY précise que dans le cadre de la première phase du déploiement du SAIP en Ile-de-France, **13 sirènes sont prévues en Seine-et-Marne**, dans des communes où sont présents des établissements SEVESO seuil haut ou qui présentent un risque d'inondation. Il indique qu'à ce jour, **4 sirènes sont déjà installées** à Cesson et Savigny-le-Temple (sonnent le 1^{er} mercredi du mois à 12h), Compans, et Meaux, sachant que prochainement une autre sirène doit être installée à Meaux et qu'une convention vient d'être signée avec la commune de Coulommiers.

M. LEROY conclut en indiquant que la plupart des anciennes sirènes fonctionnent encore manuellement et les maires peuvent ainsi effectuer l'essai mensuel en attendant la mise en place du nouveau réseau. Le dispositif de diffusion de messages sur téléphonie mobile est disponible pour les particuliers depuis le 8 juin dernier, via l'installation de l'application SAIP pouvant également servir de géo-localisation.

Pour répondre à M. DUPONT sur le fait que les sirènes des entreprises sonnent également le 1^{er} mercredi du mois à 12h, M. LEROY confirme que les dispositions réglementaires en la matière ont été vérifiées venant conforter cette planification.

M. ALCARAZ souligne qu'il est important de se conformer à ce créneau horaire pour que tout un chacun puisse intégrer qu'il s'agit d'un test.

Plus aucune question n'étant posée, M. ALCARAZ conclut en reformulant les demandes de M. BELHOMME, Adjoint au Maire de Cesson et de l'Association de Défense des Intérêts des Riverains des zones d'activités de Sénart (ADIR), représentée par M. DUPONT, à savoir :

- prévoir une réunion ou des échanges préalables des membres du bureau de cette CSS dans le but d'éviter, chaque année, les mêmes échanges sur des sujets récurrents,
- assurer une information élargie aux membres du bureau de cette CSS des mises en demeure prises à l'encontre des exploitants.

Il remercie les exploitants pour la qualité de leur intervention et la précision des réponses apportées aux membres de cette instance, ainsi que les membres pour leur participation et lève la séance à 12h15.

Le Président,
Directeur de la Coordination des Services de l'Etat


Alain ALCARAZ

